

**Jean-Pierre COSSET**

Droit des mesures d'exécution

**Thomas DROUINEAU**D.E.A. de Droit Privé  
D.E.S.S. Droit de la Construction et de  
l'Urbanisme**Florent BACLE**DESS et Magistère Droit des  
Techniques de l'Information et de la  
Communication**Avocats Associés****Anne MEUNIER**Master II administration et gestion des  
Collectivités Territoriales**Marion LE LAIN**Master II Droit de la Construction et de  
l'Urbanisme  
Master II Droit des Marchés Publics et  
des Délégations de service public**Mélanie de LEUSSE**Master II Droit Fiscal  
Master II Droit du Patrimoine  
Professionnel**Jonathan MUÑOZ  
SUÁREZ****Avocats**

Tél : 05-49-88-02-38

Fax : 05-49-88-98-96

[drouineau.cosset@eurojuris.fr](mailto:drouineau.cosset@eurojuris.fr)**24 Rue Arsène Orillard  
BP 83****86003 POITIERS Cedex**SCP au capital de 16 540 €  
RCS POITIERS 305 811 986  
NAF 6910 ZMembre d'une association agréée, le  
règlement des honoraires par chèque est  
accepté.N° intracommunautaire FR  
7630581198600028

AUSSAC VADALLE

Mairie

16560 AUSSAC VADALLE

Par mail : [mairie@aussac-vadalle.fr](mailto:mairie@aussac-vadalle.fr)

Poitiers, le 14 octobre 2011

**N/Réf. : AUSSAC VADALLE/EARL DE VADALLE - 110493  
TD /ASW****V/Réf. : Monsieur Gérard LIOT**

Monsieur le Maire,

Comme convenu, j'adresse donc le dossier concernant l'audience du Tribunal Paritaire des Baux Ruraux qui se tiendra le 1<sup>er</sup> décembre 2011 à notre confrère Maître LEGIER, qui va revenir prochainement vers vous.

En ce qui concerne la parcelle litigieuse, dans la mesure où vous avez donné congé à l'EARL DE VADALLE, cette dernière ne devrait pas continuer à l'exploiter.

Toutefois, et dans la mesure où celle-ci conteste ce congé, j'imagine qu'elle continue de le faire.

Si vous le souhaitez, je peux parfaitement adresser un courrier officiel à mon confrère lui rappelant qu'en raison du congé adressé à la société, il lui est interdit d'exploiter ladite parcelle.

Toutefois, afin qu'il n'y ait aucune difficulté supplémentaire, je pense que vous devriez laisser la société continuer cette exploitation et ne pas lui interdire l'accès à la parcelle.

Naturellement, je me tiens à votre disposition si vous souhaitez conférer de ce point particulier.

Je me note ce dossier à sortir dans un mois et demi afin de faire le point sur son évolution avec vous.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression du meilleur de mes sentiments.

A. MEUNIER